



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 114 - 20 décembre 1982

PRIX : 2 F

Elections au Sénégal

*DIOUF à la recherche
d'une légitimité*



DANS CE NUMERO -

COTE D'IVOIRE : 22 ans de pillage et de vol

MADAGASCAR : après les élections

... la crise du syndicalisme étudiant africain
en France ...

SOMMAIRE
AU
VERSO

SOMMAIRE

éditorial

ELECTIONS

: DIOUF A LA RECHERCHE D'UNE LEGITIME

AU SENEGAL

La campagne des élections présidentielles et législatives qui se tiendront en même temps le 27 février 82 a démarré sur les chapeaux de roués.

Pour l'instant, elle se manifeste par un véritable matraquage de propagande, dans la presse, à la radio, dans les déclarations gouvernementales, en faveur d'Abdou Diouf, chef d'Etat en place, désigné bien évidemment candidat du parti dit socialiste au pouvoir. Tout est donc bon pour parler de la candidature d'Abdou Diouf.

Lors de la conférence du Mouvement de femmes du PS, on profite de cette occasion pour dire qu'Abdou Diouf est le candidat des femmes ; lors de ses tournées régionales, les instances locales du parti Socialiste montent en épingle la personnalité d'A. Diouf. Les autorités religieuses vantent les mérites du président et le présentent comme leur candidat. A tel point que " le Soleil ", journal gouvernemental, parle du " phénomène Diouf ".

Abdou Diouf par-ci, Abdou Diouf par-là : le moins qu'on puisse dire, c'est que si plusieurs candidats pourront participer à ces élections, ils ne partent pas avec des chances similaires au départ. Mais enfin, que de telles élections puissent avoir lieu, mérite d'être relevé en Afrique, où la dictature sans fard est la règle.

Les politiciens et les commentateurs du Sénégal se flattent du " pari " - engagé naguère par Senghor et poursuivi par Diouf - d'autoriser progressivement l'existence de plusieurs partis et de les intégrer dans le jeu politique. Le terme même de pari fréquemment utilisé, est révélateur de la confiance que les couches dirigeantes elles-mêmes font à la solidité du système.

Les élections à venir constituent une sorte d'échéance : elles sont destinées à donner la consécration légale à Abdou Diouf, intronisé à l'époque par Senghor. Ce sont en même temps les premières élections qui ont lieu en présence d'un nombre élevé de partis (même si tous ne participeront pas aux élections législatives, et à plus forte raison aux présidentielles). C'est enfin la première fois que le parti au pouvoir va aux urnes sans Senghor ou plus exactement avec un Senghor retiré à l'arrière plan.

Les couches dirigeantes sénégalaises et derrière elles, l'impérialisme français qui les soutient, ont fait le choix de gouverner par l'intermédiaire d'un régime plus souple que les dictatures des pays voisins. Les exploités sénégalais sont conviés, comme les exploités des pays dits parlementaires de l'Occident riche, à participer à l'élection de ceux qui dirigeront le pays dans l'intérêt des riches et des puissants.

Oh, c'est un régime parlementaire au rabais, un régime parlementaire du pauvre ! Pas seulement parce que le code électoral est tel que le parti au pouvoir a pratiquement toutes les chances de l'emporter. Mais aussi, parce que la pauvreté, l'analphabétisme, la mainmise des notables, la toute puissance des sectes religieuses excluent dans les faits, même du jeu politique prévu en droit, une majorité des pauvres de la population. Mais encore parce que de toute façon les jeux sont truqués, et même si un Abdoulaye Wade pouvait l'emporter contre Abdou Diouf - ce qui est peu vraisemblable - cela ne changerait rien, mais vraiment rien, ni pour l'ouvrier, ni pour les paysans pauvres, ni d'ailleurs pour personne, sauf peut-être pour les côteries politiques qui sont derrière l'un ou l'autre.

Mais encore et surtout, parce que ce petit jeu vaguement parlementaire, est effectivement un pari des classes dirigeantes, et si elles autorisent les pauvres à utiliser un bulletin de vote autrement que pour voter pour un parti unique, c'est seulement jusqu'à tant qu'un colonel ou un capi-

Page 2

- EDITORIAL

Page 3

- SENEGAL : le PAI va-t-il se mettre à la remorque d'un Abdoulaye Wade.

Page 4/5

- COTE D'IVOIRE : 22 ans de pillage et de vol.

Page 6/7

- MADAGASCAR : après les élections.

Page 8/9

- A propos d'un article de l'ACTUS : la crise du syndicalisme étudiant africain en France.

*

* * *

* * *

* * *

* * *

*

- ABONNEMENT -

- FRANCE : 1 an
• pli ouvert : 24F
• pli fermé : 48F

- AUTRES PAYS :
• écrire au journal

- A D R E S S E -

• Combat Ouvrier
" pour le PAT "
B P 145- 75 023
PARIS-CEDEX

0 0 0 0 0 0 0

0 0 0 0 0 0

0 0 0 0 0

.../...

taine de l'armée en décide autrement.

Alors, les travailleurs du Sénégal, s'ils avaient un parti représentant réellement leurs intérêts, pourraient et devraient utiliser les élections, comme plus généralement les quelques possibilités légales offertes dans le cadre du jeu engagé par Senghor et par Diouf. Mais sans en attendre autre chose qu'une possibilité un peu plus grande, mais momentanée et fragile, de s'exprimer et de s'organiser. Et les plus importants des partis qui se réclament des travailleurs au Sénégal comme le PAI ou le PIT, lorsqu'ils singent l'électoratisme cautionnent le jeu parlementariste de Senghor-Diouf, trahissent d'autant plus visiblement les intérêts des pauvres, qu'il est patent, évident que les résultats de ces élections ne changeront rien, ne garantiront rien pour les exploités - pas même que de pareilles élections puissent être renouvelées.

Même pour conquérir des droits démocratiques élémentaires, et entre autres, celui de choisir librement des représentants, les masses exploitées, ouvriers, paysans pauvres n'ont pas d'autre choix que celui de la révolte, du désarmement et de la dissolution de l'armée et de la police, et l'armement des travailleurs et des paysans pauvres dans le cadre de leurs propres organisations de classe.

SENEGAL : LE PAI VA-T-IL SE METTRE À LA REMORQUE D'UN ABDOULAYE WADE

Majhemont Diop, dirigeant du PAI qui s'est adressé à la presse à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la fondation de son parti a clairement laissé entendre qu'il serait partisan d'une candidature unique de l'opposition. Personne ne sait encore s'il y aura un candidat unique de l'opposition ou pas ... Mais s'il y en a, trois postulent ce rôle : Abdoulaye Wade, Cheick Anta Diop et Mamadou Dia.

Ainsi donc, le PAI n'exclut pas la possibilité de s'aligner derrière l'un ou l'autre de ces trois personnages, et soutenir soit l'avocat conservateur qui dirige le Parti Démocratique Sénégalais (PDS), soit le professeur plus ou moins libéral qui préside aux destinées du Rassemblement National Démocratique (RND), ou peut-être même Mamadou Dia, cet ancien premier ministre de Senghor qui n'est devenu une figure de proue de l'opposition que parce que dans la rivalité qui l'opposait à l'ancien chef de l'Etat pour le contrôle du pouvoir, il a eu le dessous et fut emprisonné. Ainsi donc le PAI, qui a une certaine implantation dans la classe ouvrière au Sénégal comme ici, parmi les travailleurs émigrés, qui a des militants ouvriers et qui se réfère au communisme au moins verbalement et occasionnellement, se prépare non seulement à disparaître en tant que tel durant les élections, mais à utiliser l'effort de ses militants pour soutenir des candidats que rien ne distingue d'Abdou Diouf, si ce n'est qu'ils ne sont pas au pouvoir et qu'ils voudraient y être...

Le PAI justifie implicitement cet alignement derrière un candidat unique de l'opposition par l'efficacité. C'est d'ailleurs l'argument du PIT (scissionniste du PAI) dont les dirigeants ont déclaré qu'ils ne veulent en rien gêner le futur adversaire de Diouf. C'est une façon pour le PAI de faire croire aux travailleurs tout à la fois que le remplacement électoral d'Abdou Diouf est possible ; et en même temps, que c'est un avantage pour les travailleurs même s'il s'agit d'un Mamadou Dia ou d'un Abdoulaye Wade. Et au nom de cette " efficacité " là, le PAI est prêt à abandonner jusqu'à la possibilité d'intervenir de façon originale dans cette campagne.

Oh, sans doute, pas plus un candidat PAI, qu'un candidat représentant véritablement les intérêts des travailleurs ne pourrait faire en sorte que quelque chose change réellement pour les exploités dans ces élections. Mais enfin, il serait au moins possible de faire entendre la voix des travailleurs, des paysans pauvres, de dénoncer la situation qui leur est faite, bref profiter des élections pour faire pénétrer les idées politiques dans les foyers des ouvriers et les cases des paysans pauvres sénégalais.

En non, le PAI est prêt à faire parler à sa place un Abdoulaye Wade ou un Mamadou Dia. Grand bien lui en fasse ! En réalité le PAI a montré depuis ses 25 ans d'existence, son incapacité d'offrir des perspectives politiques à la classe ouvrière sénégalaise. La dernière déclaration de Majhemout au 25^{ème} anniversaire montre bien ce manque de perspectives. Il termine son discours en ces termes, que rapporte le journal "Le Soleil" : "Rendez-vous à l'an 2007 pour le jubilé du PAI qui aura accompli des progrès importants." Pourquoi ce serment pour le 50^{ème} anniversaire de son parti ?

Mais vue la crise économique mondiale dans laquelle le monde est plongé, vue la misère dans laquelle se trouvent aujourd'hui les masses ouvrières et paysannes sénégalaises, il est fort possible qu'elles n'attendent pas "l'an 2007" pour changer leur sort contre tous les bourgeois et petits bourgeois sénégalais qui parlent en leur nom et qui se bousculent vers la mangeoire gouvernementale à travers les élections.

*** 000 *** 000 *** 000

CÔTE D'IVOIRE

22 ans

de pillage et de vol

Le 7 décembre dernier, la Côte d'Ivoire a fêté le 22^{ème} anniversaire de son accession à l'indépendance. Comme cela est devenu une tradition, les longs discours n'ont pas manqué, même si, "conjoncture" oblige, il n'y a pas eu l'habituel tra-la-la (absence de grandes manifestations).

Houphouët a donc fait un long bla-bla, appelant les ivoiriens à la solidarité nationale, à la rigueur et à l'austérité. Comme si ces mots avaient encore un sens dans la bouche de celui qui est considéré comme un des plus fidèles serviteurs de l'impérialisme en Afrique Noire Francophone.

Houphouët a en effet assis son pouvoir en emprisonnant, voire en assassinant ceux qui le gênaient. En témoignent, les grandes séries d'arrestations de vieux militants du PDCI-RDA, parti d'Houphouët, en 1963 et 1964. En témoignent aussi les assassinats de Ernest Boka (ancien compagnon d'Houphouët en 1964), de Kragbé Gnagbé en 1970 (opposant politique) ...

Le régime ivoirien doit son assise aussi à la dictature : Parti unique ; tout individu vivant en Côte d'Ivoire doit posséder la carte du parti (exceptés les européens). Pour certains travailleurs, la cotisation au parti unique est directement perçue sur leur salaire par l'employeur qui verse ensuite l'argent aux autorités. Il y a une centrale syndicale unique, l'UGTICI (Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire) à laquelle tous les travailleurs sont automatiquement affiliés. Le droit de grève n'existe pas. De même n'est absolument pas tolérée la liberté d'expression et d'association politique.

Bien sûr, en 22 ans d'indépendance politique, on a vu fleurir à Abidjan des gratte-ciels qui n'ont rien à envier à ceux des métropoles occidentales. Bien sûr, il y a eu des réalisations, souvent plus prestigieuses qu'utiles. Mais à quel prix ? L'endettement du pays dépasse la somme record de 1 000 milliards de F CFA. Houphouët a dit d'ailleurs que trois générations d'ivoiriens ne finiront pas de payer cette dette.

Depuis l'indépendance, la Côte d'Ivoire vit sous la coupe de l'impérialisme. La

.../...

France en particulier, est présente dans tous les rouages de l'économie, contrôlant les principales entreprises, et même la monnaie, le Franc CFA, qui n'a de valeur que par l'aval du Franc Français. Des soldats français basés dans la banlieue d'Abidjan assurent la garde de ce terrain privilégié qu'est la Côte d'Ivoire. A ceux -là il faut ajouter l'armée des coopérants et assistants techniques, omniprésents partout, véritables maîtres dans le pays. Avec la découverte et la mise en exploitation des gisements pétroliers, on annonce pour les mois prochains l'arrivée de 5 000 spécialistes américains - c'est dire l'intérêt du pays pour l'impérialisme.

En 22 ans, la haute hiérarchie de l'appareil d'Etat n'a pas arrêté de s'enrichir en puisant dans les caisses de l'Etat. Le mot d'ordre favori d'Houphouët était : " Enrichissez-vous - ça ne durera pas ". Alors on a vu les détournements, la pratique systématique des pots de vin, des commissions juteuses devenir système de gouvernement. Le dernier scandale viendrait d'ailleurs des proches d'Houphouët. Une de ses soeurs pratiquerait le système de faux contrats de bail. Elle louerait des villas fictives à l'Etat et aurait déjà réalisé des bénéfices énormes. De même, le président du conseil économique et social, ami de longue date d'Houphouët, pratiquerait ce système depuis 10 ans.

Alors ces temps derniers, sous prétexte que la crise est grave, le régime a pris un certain nombre de mesures; ainsi a-t-il décidé la suppression prochaine de l'allocation chômage pour certaines catégories, qui avaient le " privilège " d'en bénéficier, des chômeurs de la capitale. A partir de janvier 83, certains fonctionnaires dont les enseignants, n'auront plus droit au logement gratuit mais percevront une allocation logement.

Au temps où le système fonctionnait bien, le vol et le pillage étaient déguisés en investissements de prestige, en contrats avec des commissions juteuses pour les ministres et autres hauts fonctionnaires. Alors bon an mal an, un nombre relativement élevé de petits bourgeois ont pu bénéficier d'un peu de miettes sous diverses formes. Mais aujourd'hui ce temps est bien révolu. La crise est bien là.

Et il n'y a pas de doute que plus la crise évoluera plus le régime fera peser le poids des restrictions pas seulement sur quelques fonctionnaires, mais sur l'ensemble des travailleurs. Et quand on sait que l'inflation atteint sinon dépasse 20 % et que les prix des denrées de première nécessité ne cesse d'augmenter, on peut imaginer les perspectives sombres qui menacent les travailleurs en Côte d'Ivoire. Pour ceux qui ont un emploi il est permis de rêver. Mais que dire de ces milliers de paysans chassés du village par la misère, de ces milliers de chômeurs et de sans-emplois qui peuplent les bidonvilles des grandes villes ?

C'est dire qu'à l'avenir, l'on s'achemine vers de grandes batailles. Car il y aura de plus en plus de gens qui auront des raisons de se révolter, qui auront des raisons de refuser de supporter le poids de la crise et du pillage organisé. D'autant plus que les " barons " du régime continuent de se remplir les poches.

Alors pour que ces batailles à venir ne soient pas des combats sans lendemain, il est nécessaire que dès maintenant tous ceux qui sont revoltés par la situation sociale en Côte d'Ivoire, rejoignent le camp des travailleurs.

Qu'ils s'organisent avec eux, pour préparer et gagner les batailles qui ne manqueront pas d'éclater.

MADAGASCAR

après les élections

A la suite d'un appel à la grève générale pour protester contre les irrégularités lors des dernières élections présidentielles du 7 novembre dernier, Monja Jaona, leader du MONIMA, seul candidat qui s'était opposé à Ratsiraka, a été démis de ses fonctions de membre du CSR (Conseil Suprême de la Révolution). Les résultats des élections contestées par Monja Jaona sont les suivants : 80,7 % pour Ratsiraka et 19,83 % pour son rival. Selon Monja Jaona ces résultats sont frauduleux et entachés d'irrégularités.

Dès le départ en effet, les dés étaient déjà pipés. Chaque candidat devait faire acheminer ses propres bulletins de vote dans les quatre coins de l'île avec ses seuls moyens. Pour le candidat sortant cela ne posait pas de problème particulier. Il n'avait qu'à se servir de l'administration, qu'à utiliser les fonctionnaires et les différents organes de l'Etat pour faire parvenir à temps ses bulletins dans la totalité des bureaux de vote.

Pour Monja Jaona cela constituait un obstacle technique par endroits. Car déjà pour se déplacer d'une ville à une autre c'est tout un problème, vu l'état des routes et la cherté des transports. A plus forte raison pour rejoindre les villages ! Conséquence, dans beaucoup d'endroits reculés du pays, seuls les bulletins de Ratsiraka étaient présentés. Dans la capitale malgache où les militants du MONIMA pouvaient exercer une certaine surveillance, les résultats ont été complètement différents. Monja Jaona a recueilli près de la moitié des suffrages exprimés. Dans certains quartiers populaires de Tana, comme Mahamasina-Sud, Cité des 67 ha ou Ankadifotsy, Ratsiraka soutenu par 6 partis a même été mis en minorité. Dans d'autres parties de l'île, les résultats ont été presque similaires.

Ratsiraka va-t-il se servir de ses 80 % pour avoir des coudées plus franches à l'égard de son opposition et imposer un parti unique qu'il souhaite depuis plusieurs années ? N'est-ce pas lui qui déclarait en décembre 77 au journal "Afrique Asie" : "A notre arrivée au pouvoir nous avons proposé à toutes les formations politiques de se saborder en vue de la création d'un parti unique, d'une organisation au sein de laquelle tous ceux qui se sont prononcés lors du référendum en faveur de la charte de la révolution socialiste pourraient s'unir... Cela n'a pas été possible parce que Monja Jaona qui, comme tout bon malgache, affectionne la société gérontocratique, n'a pas voulu... C'est pour cette raison que nous avons été obligés de reculer d'un pas, de renoncer provisoirement à créer un parti unique et de former un Front National pour la Défense de la Révolution" .

Tous les partis politiques, y compris celui de Monja Jaona avaient accepté de faire parti de ce Front et donc de soutenir la politique de Ratsiraka. Le MONIMA formulait cependant quelques critiques à l'égard de Ratsiraka, lui reprochant notamment d'avoir gardé dans son administration les anciens fonctionnaires corrompus du régime de Tsiranana.

En décembre 1977, Monja Jaona a réclamé la dissolution du gouvernement. Il est sorti du Front. Cela lui a valu un internement. Son parti s'est scindé en deux, une partie rejoignant le Front. En août 1981 Monja Jaona a rejoint de nouveau le Front. Et c'est en tant que membre du Front que Ratsiraka l'a autorisé à se présenter aux élections présidentielles. Aujourd'hui il est exclu du CSR où il était doyen.

Ratsiraka voudrait certainement interdire au leader du MONIMA de s'exprimer. Mais a-t-il les moyens et la force de le faire ? En témoignent les manifestations qui se sont déroulées à Tananarive les 14 et 15 décembre malgré les interdictions. Monja Jaona a tenu un meeting le 15 décembre alors que le gouvernement ne l'avait pas autorisé.

L'ambiance est tendue dans la capitale ; plusieurs magasins ont été pillés au centre de la ville. Rappelons aussi que tout dernièrement des manifestations de ce genre se sont déroulées à Diégo, Nosibé ainsi que dans l'Ouest. Est-ce que dans ces conditions

plutôt explosives et aggravées par une crise économique qui frappe en profondeur la grande majorité de la population malgache, Ratsiraka va pouvoir baillonner son opposition ? Toujours est-il que jusqu'à présent, il a plutôt choisi d'être prudent. Il a essayé de montrer qu'il voulait composer avec le "vieux" du MONIMA, tout en se montrant ferme quand ce dernier s'écartait du Front et poussait un peu plus loin les critiques à l'égard du régime. Si Ratsiraka s'est montré "souple" et "courtois" envers Monja Jaona ce n'est certainement pas pour les beaux yeux de ce dernier mais bien parce qu'il représente aux yeux d'une partie non négligeable de la population, particulièrement dans les milieux populaires. Les récentes élections n'ont d'ailleurs pas bien reflété cette popularité.

Monja Jaona incarne aux yeux d'une partie de la population pauvre, l'image du combattant intransigeant qui a passé une grande partie de sa vie, depuis l'époque coloniale, à militer dans le camp des petits paysans. Il a dirigé en 1971, la lutte des paysans du Sud contre le régime dictatorial et corrompu de Tsiranana. Lutte qui s'est terminée par plusieurs centaines de morts mais qui a néanmoins ébranlé le régime en place, pour laisser une année plus tard, la place aux militaires. Jusqu'à aujourd'hui sa popularité est loin d'avoir baissé. Son parti s'est bien implanté dans l'ensemble de l'île, même dans les régions du plateau traditionnellement fief de l'AKFM (parti du pasteur Richard Andriamanjato).

Etant le seul parti dans l'opposition, le parti de Monja Jaona cristallise autour de lui les mécontents du régime. Ses adversaires lui reprochent d'ailleurs d'être le "parti des mécontents". Ils l'accusent de vouloir regrouper derrière lui, y compris ceux qui veulent "déstabiliser" le régime.

Mais à tous ces "mécontents" constitués par des travailleurs, de petits paysans, et de petites gens des villes, Monja Jaona n'a pas grand chose à leur proposer autrement que de voter pour lui. Il ne reproche pas à Ratsiraka son programme politique. Il a lui-même appelé à voter pour lui lors du référendum de janvier 1976. Il a approuvé le "Boky Mena" (livre rouge de Ratsiraka dans lequel celui-ci trace les grandes lignes de sa politique nationaliste). Il lui reproche seulement de ne pas être dur vis-à-vis des anciens fonctionnaires corrompus. Il a d'ailleurs axé sa propagande électorale contre la corruption et contre le mauvais fonctionnement de l'administration. Dans le fond, le MONIMA ne représente pas d'autre perspective que celle incarnée par Ratsiraka. Il fait seulement de la surenchère. Un jour il soutient Ratsiraka un autre il le critique.

Aux yeux de certains grands commerçants Monja Jaona ferait même "mieux" que Ratsiraka. Car selon eux il serait plus efficace pour lutter contre la corruption.

Monja Jaona bénéficie d'une certaine sympathie parmi les plus pauvres de Madagascar y compris en effet parmi ceux qui sont prêts à "déstabiliser" un régime qui ne leur a rien apporté ; pas même une atténuation de la misère ; pas même un peu plus de dignité.

Monja Jaona, lui, n'a nullement l'intention de "déstabiliser" le régime, jusqu'au bout, jusqu'à son renversement révolutionnaire par les exploités, et encore moins jusqu'à la prise et l'exercice du pouvoir par les ouvriers et les paysans pauvres.

Hors de cette voie, il n'y a pourtant pas de salut pour les exploités.

* * * *
* * *
* *
*
* *
* * *
* * * *

* * * *
* * *
* *
*
* *
* * *
* * * *

à propos d'un article de l'ACTUS

LA CRISE DU SYNDICALISME ETUDIANT AFRICAIN EN FRANCE

Dans son journal "Perspectives" daté de novembre dernier, l'ACTUS (Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme) consacre un article à la "crise du syndicalisme étudiant tchadien en France" et, en conclusion, affirme que la nécessité de faire revivre l'ASETF (Association des Stagiaires et Etudiants Tchadiens en France) repose sur "la responsabilité d'organisations politiques anti-impérialistes" et "essentiellement" sur celle de l'ACTUS et l'UATCI.

Avant de revenir sur cette "responsabilité" dans laquelle l'ACTUS engage l'UATCI avec elle, nous voulons dire un mot au sujet de la crise des organisations étudiantes africaines. Certaines des raisons avancées par l'ACTUS -particulièrement les retombées de la guerre civile au Tchad- expliquent en partie seulement la crise de l'ASETF. Car cette crise est celle qui frappe aussi d'autres organisations étudiantes africaines. Il doit donc y avoir des causes plus générales.

La FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) -dont l'ASETF était une des "sections nationales"- a traversé une période de crise avant que le gouvernement de Giscard ne décide de sa dissolution en 1980. Cette organisation qui se disait anti-impérialiste était relativement dynamique dès sa naissance en 1950. Elle s'était mobilisée pour l'indépendance africaine. Après l'indépendance des années 50, elle épousait les idées "tiers-mondistes" alors à la mode.

La FEANF apparaissait officiellement comme un syndicat des étudiants. En fait, elle se comportait comme une organisation politique. Et c'est dans la logique des choses; le corporatisme, la défense apolitique des intérêts matériels des étudiants n'ont jamais suscité des vagues d'enthousiasme. Les beaux jours de la FEANF ont toujours résulté de montées politiques, généralement pas limitées aux seuls milieux estudiantins. Par contre ce qui était moins dans la logique des choses, et plus dans les options politiques nationalistes des dirigeants de la FEANF, c'est que cette organisation n'ait jamais toléré de véritables débats démocratiques en son sein.

En effet la direction qui défendait une théorie nationaliste bourgeoise appelée pompeusement la "révolution nationale démocratique et populaire" (RNDP), empêchait systématiquement la moindre divergence de s'exprimer. Et elle admettait encore moins la manifestation d'une tendance quelconque. Cette direction se comportait exactement comme nos dictateurs africains qu'elle dénonçait. Cette attitude a d'ailleurs provoqué des scissions qui ont contribué à affaiblir davantage la FEANF. A cette attitude anti-démocratique, il y a des causes sociales et politiques profondes, qui tiennent aux aspirations politiques de la petite bourgeoisie nationaliste.

C'est évidemment au nom de "l'anti-impérialisme" que les directions successives de la FEANF fermaient la bouche de ceux qui ne partageaient pas leur point de vue. En fait les courants nationalistes qui postulent au pouvoir ne veulent pas de la démocratie, parce qu'ils n'en veulent pas pour les classes exploitées, parce que leur "anti-impérialisme" consiste à canaliser, à embrigader les exploités, pour obtenir pour eux-mêmes, et l'Etat qu'ils dirigent, une place un peu meilleure dans le monde impérialiste, mais pas du tout à lutter pour l'émancipation des exploités.

A l'absence de démocratie s'ajoutait la contradiction flagrante entre la prétendue lutte anti-impérialiste de la FEANF et la servilité de presque tous ses dirigeants sortants qui intégraient régulièrement les régimes africains qu'ils haïssaient avant. Cela a amené une bonne partie de l'organisation à ne plus avoir confiance dans ses dirigeants, ni à prendre au sérieux des mots d'ordre creux invitant par exemple les

étudiants et les intellectuels africains à "intégrer les masses". D'autres parts la perte des illusions sur les idées tiers-mondistes accentuait la faiblesse de la FEANF et ne pouvait pas lui permettre de faire face à ses difficultés devenues de plus en plus insurmontables.

La crise du syndicalisme étudiant africain est donc d'abord une crise politique. Une montée de la mobilisation politique dans les pays africains, essentiellement, se traduirait par un regain d'intérêt du milieu étudiant, et donc, probablement, par un gonflement nouveau des effectifs et des activités des syndicats étudiants. On ne peut pas créer artificiellement une situation aboutissant au même résultat.

Reste à savoir si ce regain se ferait dans un cadre qui permet au moins le débat d'idées ou pas. Les milieux de la petite bourgeoisie estudiantine se retrouvent très naturellement et en quelque sorte, socialement, dans les aspirations politiques exprimées par les nationalistes, y compris et surtout leur côté anti-démocratique. Il y a cependant dans cette affaire, place pour le libre arbitre et pour les choix individuels des étudiants. Il faut que les associations accordent une liberté totale aux opinions divergentes de s'exprimer et aux différentes tendances d'exister. Nous en sommes en tous les cas partisans.

Et par voie de conséquence, nous sommes opposés à toute entente se proposant de "remonter le syndicalisme étudiant" sur la base d'idées préalablement fixées, à l'initiative d'une sorte de "front". Accessoirement, parce que le syndicalisme étudiant ne peut pas être "remonté" de cette façon. Et principalement parce que ce n'est pas notre objectif ; parce que nous ne voulons pas que le débat dans le milieu étudiant soit clos avant d'avoir commencé, sur on ne sait quelle position médiane entre un courant nationaliste comme celui de l'ACTUS, et un courant internationaliste comme le nôtre. L'ASETF doit trouver en elle-même des ressources nécessaires pour résoudre ses difficultés du moment si elle tient à vivre. L'UATCI n'a pas pour tâche de faire revivre des organisations étudiantes ni d'en créer de nouvelles. Ses choix politiques fondamentaux se situent à un autre niveau.

Nous militons pour la création d'organisations politiques et qui s'affirment comme telles, pour des organisations communistes internationalistes. Et c'est dans le but de créer de telles organisations que nous nous proposons de regrouper les travailleurs immigrés et les étudiants africains qui veulent lutter pour l'organisation du prolétariat en vue de son émancipation, pour la prise du pouvoir en Afrique par la classe ouvrière et les paysans pauvres, pour le renversement du capitalisme à l'échelle du monde.

Et nous pensons que non seulement il y a une place dans cette lutte pour des étudiants, mais l'ambition la plus noble que puissent avoir les étudiants africains honnêtes, c'est de se mettre du côté des exploités africains.

Et le débat que nous voudrions engager dans le milieu étudiant avec ceux qui se regroupent autour de l'ACTUS comme éventuellement avec d'autres, nous le voudrions non pas autour du syndicalisme étudiant seulement, mais surtout sur la question de savoir comment les étudiants pourraient être utiles pour les exploités de leurs pays.

*** *** *** *** *** *** ***

*** *** *** *** *** *** ***

*** *** *** ***

*** ***

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.